

Arno HERZIG, *Jüdische Geschichte in Deutschland. Von den Anfängen bis zur Gegenwart*. München (C. H. Beck) 1997, 332 p. (Beck'sche Reihe, 1196).

En sept chapitres, Arno Herzig, professeur d'histoire à l'Université de Hambourg, esquisse plus de mille ans d'histoire des juifs en Allemagne depuis leur installation attestée au IX^e siècle jusqu'à leur réinstallation après la Shoah. A partir d'une grille de lecture des possibilités données par la société à la minorité juive et les chances utilisées par celle-ci, l'auteur dégage une périodisation des différentes phases de prospérité et de persécution. Avec une première césure lors de la peste de 1350 mettant fin à une époque d'ascension, suivie par trois siècles de destruction des centres urbains juifs. Entre 1650 et 1806 se développe une nouvelle période de consolidation interrompue par la paupérisation dans la Prusse fédéricienne. Un véritable changement n'intervient en fait qu'avec Napoléon, initiateur d'un processus d'émancipation qui, contrairement à son modèle français, ne fut généralisé, après des hauts et des bas, que lors de la création de l'Empire allemand en 1871. Œuvre fragile puisqu'après soixante ans que l'auteur qualifie »d'apogée«, en dépit des vagues d'antisémitisme, l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933 réduit ces acquis à néant, préparant la voie à l'isolement des juifs et à leur éradication. Si aucun(e) historien(ne) estime Herzig, ne peut ignorer cet événement sans pareil dans l'histoire allemande, il n'en serait pas moins erroné d'en déduire que l'histoire millénaire germano-juive n'était qu'une impasse menant à la catastrophe. Réfutation de la thèse de Gershom Scholem du mythe de la symbiose judéo-allemand? – Toujours est-il que l'apport des juifs au développement économique et culturel de l'Allemagne, interprété à juste titre comme une volonté systématique d'intégration, ne se conçoit pas aussi clairement qu'il le pense dans »l'étroite interaction avec l'histoire d'une grande partie de la société« (p. 211) dont les préjugés antijuifs se nourrissaient d'un mélange d'antijudaïsme chrétien, de rivalités économiques et de doctrine raciale. A noter au passage une erreur, sans doute typographique, qui parle de 1700 au lieu de 17 000 juifs d'origine polonaise expulsés du Reich en octobre 1938 (p. 228).

L'intensité de cette judéophobie n'a pas disparu par enchantement après l'effondrement du III^e Reich. Malgré la Shoah, environ 30 à 40% d'Allemands la manifestaient encore lors des procès d'anciens nazis, des débats sur les dédommagements aux victimes, par la profanation de cimetières et de lieux de culte. Cette situation, rappelle l'auteur, s'aggrava même après la création des deux Etats allemands. En RFA, une loi permit la réintégration de quelques 150 000 anciens nazis dans la fonction publique. Ainsi, paradoxalement certains de ceux qui avaient procédé à l'aryanisation de biens juifs se trouvèrent chargés de régler les dossiers d'indemnisation. Ce n'est qu'en 1953 que l'accord sur l'indemnisation des victimes juives put être ratifié par le Parlement, malgré l'opposition de membres du cabinet du chancelier et de son parti grâce à l'appoint du parti social-démocrate. Un sondage de 1974 révélait encore 20% d'antisémites déclarés en RFA tandis que l'antisionisme servait de paravent à l'extrême gauche de RFA et à la RDA qui l'avait instrumentalisé depuis les années 50. Après l'unification, les attentats contre les institutions juives, les monuments et les synagogues connurent une recrudescence émanant de groupes néonazis. Mais les propos antisémites furent, contrairement à l'après-guerre, largement récusés dans les divers secteurs de la population.

Toutefois, et l'auteur a raison de le souligner, l'importance accordée par les autorités fédérales aux cérémonies commémoratives des victimes du génocide des juifs a plutôt figé les rapports entre survivants et non juifs. Si l'actuel président du Conseil central des juifs en Allemagne appartient encore à la génération des survivants, la génération suivante, qui s'était fortement identifiée à l'Etat d'Israël, voit ses enfants, nés en Allemagne, s'intéresser davantage à l'héritage du judaïsme allemand. Au point que le président Ignaz Bubis n'a pas hésité à intituler son autobiographie »Citoyen de confession juive«. Allusion au titre que revendiquaient les adhérents de la plus importante organisation de juifs allemands, qui croyaient avant 1933 à la symbiose judéo-allemande. Les 90 communautés juives de l'Alle-

magne actuelle comptent environ 30 000 membres. Ce qui, avec les juifs non inscrits, représente sans doute un total de 50 à 60 000 personnes. On peut sans doute en conclure, comme le fait l'auteur, que plus d'un millénaire d'histoire des juifs en Allemagne n'est pas terminé. A condition de préciser que rien ne pourra surmonter la rupture du génocide.

Complété par une bibliographie et un index des noms cités, cet ouvrage n'apporte pas d'éléments nouveaux, mais constitue une synthèse claire et utile.

Rita THALMANN, Paris

Steven M. LOWENSTEIN, Paul MENDES-FLOHR, Peter PULZER, Monika RICHARZ, *Deutsch-jüdische Geschichte in der Neuzeit. Band III: Umstrittene Integration 1871–1918*, München (C. H. Beck) 1997, 428 p.

Sous-titré «Une émancipation contestée», ce troisième volume de l'histoire germano-juive entre 1871 et 1918, couvre la période de l'extension généralisée de l'émancipation, tardive par rapport à d'autres pays occidentaux, des juifs germanophones. En douze chapitres, les quatre auteurs – dont une seule allemande, les trois autres, quoique d'origine allemande de naissance, ou d'ascendance allemande ou autrichienne, sont américains ou britannique – évoquent successivement les structures de la minorité juive, son statut public, les problèmes identitaires. Les deux dernières parties décrivent les nouveaux courants de la pensée juive et la situation changeante des juifs durant la Première Guerre mondiale.

Par rapport à d'autres histoires de ce type, l'ouvrage présente deux innovations: d'une part, la comparaison avec l'évolution de la situation des juifs germanophones d'Autriche-Hongrie, de l'autre, la place accordée au rôle croissant des femmes juives dans la famille, la société et la vie associative. Ce qui ressort clairement de cette étude, c'est que cette période, souvent présentée comme la plus sûre et la plus heureuse du judaïsme germanophone de ces deux empires, est en réalité très paradoxale. S'il est, en effet, indéniable que la reconnaissance de l'égalité de droits a favorisé l'ascension économique et sociale des juifs, en particulier l'accès aux professions libérales davantage qu'à la fonction publique, ces succès et l'affaiblissement du libéralisme politique en Allemagne, vecteur de l'émancipation, voire sa quasi disparition en Autriche, ont aussi provoqué une montée de la judéophobie. Mélange d'antijudaïsme chrétien traditionnel ou économique, il s'y ajoute à l'époque un antisémitisme racial. Le terme antisémitisme étant forgé en 1879 par le publiciste allemand Wilhelm Marr, co-fondateur du premier *Parti des antisémites* qui obtint jusqu'à 17 députés au Reichstag.

Bien qu'affaiblis par leurs divisions, les groupes antisémites furent relayés durant cette période par de grandes organisations socio-professionnelles comme l'*Union des agriculteurs*, la *Fédération des artisans et petits commerçants* et l'*Union des étudiants allemands*, qui n'admirent plus dès la fin du XIX^e siècle l'adhésion de juifs. Pratique également introduite dans les organisations de même type dans l'empire austro-hongrois. Ce qui conduisit le jeune Theodor Herzl, né à Budapest, étudiant à Vienne, à rompre avec l'association nationaliste qu'il avait rejointe lors de la modification de ses statuts. Cette expérience, ajoutée à celle de journaliste de la libérale *Neue Presse* de Vienne, capitale dominée par le Parti social-chrétien du maire antisémite Karl Lueger puis, à celle de l'Affaire Dreyfus, qu'il vécut comme correspondant de presse à Paris, forgèrent sa conviction qu'il n'y avait pas d'autre solution pour les juifs que la création d'un Etat autonome. Sa publication, en 1896, de l'*Etat des juifs et la réunion*, un an plus tard à Bâle, du 1^{er} Congrès sioniste suscitèrent un grand espoir parmi les populations juives d'Europe orientale, mais des réticences allant jusqu'au rejet violent de la plupart des ses co-religionnaires occidentaux en voie d'acculturation. Disposés à la rigueur à soutenir financièrement l'émigration des juifs de l'Est, ceux-ci n'acceptaient pas l'idée de quitter leurs patries respectives et une émancipation chèrement acquise.